

CENTRE NATIONAL D'APPUI ET DE RESSOURCES



ENVIRONNEMENT

ENVIRONNEMENT

Fiche pratique

Une analyse du profil économique et financier d'une association d'éducation à l'environnement

Cette fiche pratique propose une lecture économique et financière des associations d'éducation à l'environnement afin de donner des repères accessibles aux acteurs du dispositif DLA : DLA, C2RA, associations concernées et leurs partenaires. Cette fiche pratique repose sur une analyse dynamique (période 2006-2008) de la situation financière d'une vingtaine d'associations possédant une équipe salariée et exerçant des activités d'éducation à l'environnement.

► Numéro

1

avec le soutien de :



Cette publication est cofinancée par l'Union européenne.
L'Europe s'engage en France avec le Fonds social européen

● Les activités et leurs impacts sur le mode de fonctionnement

Les activités déployées par les associations éduquées sont en cohérence avec leurs objectifs éducatifs (animation, formation, conception de supports pédagogiques, information, etc.) mais relèvent parfois de missions complémentaires comme, par exemple, des missions de conseil, d'étude, de gestion de la nature et de l'environnement. Celles-ci semblent réservées aux plus « grandes » structures et nécessitent des compétences spécifiques.

La professionnalisation des associations d'éducation à l'environnement a permis à celles-ci de développer leur force de proposition et leur technicité sur les nombreux champs pédagogiques de l'éducation à l'environnement (eau, biodiversité, énergies, déchets, paysage, alimentation, qualité de l'air, etc.). Dans le même temps, cette professionnalisation a accru les responsabilités des bénévoles dirigeants notamment en matière de gestion financière.

Enfin, la disparition progressive des aides à l'emploi a fragilisé certaines structures, rendant plus que jamais nécessaire la mise en place d'outils de pilotage et de gestion.



● Une évolution de la situation économique qui diffère selon la taille des associations

L'évolution de la situation économique a été analysée à travers les produits et les charges d'exploitation.

Deux types de produits d'exploitation principaux ont été distingués :

- Les prestations proposées sous forme d'activités, d'accueil sur site, de formation, de réalisations d'outils pédagogiques, d'organisation d'évènements,... liées à l'éducation à l'environnement
- Les subventions liées aux activités, au fonctionnement, aux dispositifs d'aides à l'emploi, etc..

Le rapport entre ces deux masses diffère selon la taille de la structure :

« **Grandes associations** » : 21 % de prestations et 74 % de subventions

« **Petites associations** » : 35 % de prestations et 59 % de subventions.

Les « autres produits » représentent environ 5 à 6 % des produits.

Les charges d'exploitation sont principalement constituées de frais de personnel : ils représentent environ les 2/3 de l'ensemble des charges. Les autres charges d'exploitation relèvent du fonctionnement propre à chaque structure et varient selon ses types d'activités (achats), selon qu'elle est propriétaire ou locataire (achats et charges externes), et selon sa propension à communiquer vers l'extérieur (frais de communication, frais postaux, etc..)

Enfin, chaque association se distingue par le nombre et la diversité des activités proposées, par une plus ou moins grande finesse dans le suivi des résultats analytiques par activité, et, in fine par l'évolution de son résultat d'exploitation.

Dans les grandes structures, on observe une très faible croissance des produits entre 2007 et 2008, mais corrélativement les frais de personnel marquent également le pas. Le résultat d'exploitation s'améliore tout en restant relativement faible.

En revanche, les petites structures développent leurs produits (+ 55 % en 3 ans) mais les ressources dégagées sont aussitôt absorbées par les frais de personnel, et les résultats sont proches de zéro.

● Structuration des comptes de résultat selon la taille de la structure

PANEL : « GRANDES STRUCTURES »				PANEL : « PETITES STRUCTURES »			
	2006	2007	2008		2006	2007	2008
Chiffre d'affaires	920	816	939	Chiffre d'affaires	159	230	247
Subvention	2 722	3 342	3 253	Subvention	294	367	400
Autres produits	145	191	270	Autres produits	32	27	53
PRODUITS	3 787	4 349	4 462	PRODUITS	485	624	700
Achats et charges externes	1 099	1 049	1 167	Achats et charges externes	148	207	184
Frais de personnel	2 654	2 888	2 850	Frais de personnel	277	421	444
Autres charges	255	361	277	Autres charges	3	12	23
CHARGES	4 008	4 298	4294	CHARGES	428	640	651
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-221	51	168	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	57	-16	49
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	400	53	-105	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-36	41	-60
RÉSULTAT EXERCICE	179	104	63	RÉSULTAT EXERCICE	21	25	43

Évolution des comptes de résultat d'un panel de 20 associations d'éducation à l'environnement (cumul en milliers d'euros)

● Une situation financière contrastée

L'évolution de la situation financière a été étudiée à partir de trois indicateurs principaux : le fonds de roulement, le besoin de fonds de roulement et la trésorerie.

- **Le Fonds de roulement** : c'est l'écart entre les ressources stables (fonds associatifs, réserves, subventions non amorties, provisions, emprunts à long et moyen terme..) et les immobilisations nettes (investissements - amortissements) ($FR = BFR + Trésorerie$)
- **Le Besoin de Fonds de Roulement (BFR)** : c'est l'écart entre l'ensemble des créances (crédit accordé aux organismes clients, subventions à recevoir, etc..) et l'ensemble des dettes à court terme (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales)
- **La trésorerie** : ce sont l'ensemble des fonds

disponibles sous forme d'épargne, de comptes en banques, de liquidités en caisse (Trésorerie = $FR - BFR$).

L'évolution de ces différents indicateurs permet de caractériser une association sur les plans de sa santé financière, de sa pérennité probable, de son niveau d'indépendance, et de sa capacité à allouer des ressources pour des projets innovants et mobilisateurs pour ses membres bénévoles, ses salariés, ses partenaires, ses publics.

Les immobilisations nettes sont relativement faibles, spécialement dans les petites structures : sans capacité d'autofinancement du fait des faibles résultats, il est difficile de recourir à l'emprunt, donc d'investir. Cette situation bloque les associations dans leur développement et les rend fragiles. Le besoin de Fonds de roulement s'explique par les décalages dans le versement des subventions. Malgré tout, les trésoreries s'améliorent.

● Structuration des bilans selon la taille de la structure

PANEL : « GRANDES STRUCTURES »				PANEL : « PETITES STRUCTURES »			
	2006	2007	2008		2006	2007	2008
Immobilisations nettes	1 590	1 546	1 509	Immobilisations nettes	35	72	39
Créances	1 079	1 351	1 342	Créances	118	118	103
dont subventions à recevoir	795	996	963	dont subventions à recevoir	92	80	74
Trésorerie	1 815	2 499	2 674	Trésorerie	161	182	205
TOTAL ACTIF	4 484	5 396	5 525	TOTAL ACTIF	314	372	347
Fonds propres	3 801	4 426	4 515	Fonds propres	219	255	232
Emprunts	17	12	37	Emprunts	1	22	16
Dettes à court terme	666	958	973	Dettes à court terme	94	95	99
TOTAL PASSIF	4 484	5 396	5 525	TOTAL PASSIF	314	372	347
FONDS DE ROULEMENT	2 228	2 891	3 042	FONDS DE ROULEMENT	186	205	209
BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT	413	393	369	BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT	25	23	3

Évolution des bilans d'un panel de 20 associations d'éducation à l'environnement (cumul en milliers d'euros)

● La nécessité de conforter les financements et de renforcer les fonds propres

L'analyse de la situation économique et financière des structures d'éducation à l'environnement conduit à prôner d'une part un allongement des engagements des financeurs institutionnels, et d'autre part un ren-

forcement des fonds propres des structures, afin de favoriser leur enracinement dans les territoires et l'émergence de projets à long terme. La contrepartie serait un engagement des associations à développer leurs instruments de gestion.

Pour aller plus loin...

- Les repères de l'Avise. CNAR Environnement. Éducation à l'environnement vers un développement durable. Etat des lieux : activités, économie et emploi . Mai 2008
- L'économie dans les associations. Journal La vie Associative n°9 CPCA 2007
- Élaboration et expérimentation de référentiels financiers pour les associations d'EEDD, CNAR Environnement. 2007
- L'emploi dans les associations d'environnement, CNAR Environnement. 2008

Les fiches pratiques du CNAR Environnement

- Fiche N°1 : Une analyse du profil économique et financier d'une association d'éducation à l'environnement
- Fiche N°2 : Mettre en place des outils de gestion au sein d'une association du secteur de l'environnement
- Fiche N°3 : Une démarche pour accompagner un réseau associatif dans la mise en place de référentiels communs de gestion
- Fiche N°4 : Pour une gestion associative pérenne dans le secteur de l'environnement : l'enjeu de la constitution de fonds propres et de réserves
- Fiche N°5 : La valorisation du bénévolat associatif dans les associations de protection de la nature et de l'environnement
- Fiche N°6 : Un test d'auto-évaluation pour évaluer des associations ou des projets de création d'emplois dans le domaine de l'environnement.
- Fiche N°7 : Une démarche d'animation territoriale pour la création d'emplois dans l'environnement
- Fiche N°8 : L'emploi associatif dans le secteur de l'énergie : enjeux, structures et activités
- Fiche N°9 : L'analyse financière dans les associations de l'environnement : quelques repères et préconisations

● Le CNAR Environnement est animé par un collectif national d'organismes agissant dans le secteur de l'environnement :

- le Comité de Liaison Energies Renouvelables, www.cler.org
- France Nature Environnement, www.fne.asso.fr
- le Réseau Ecole et Nature, www.ecole-et-nature.org
- les Réseaux Territoires Environnement Emplois, www.reseau-tee.net
- l'Union nationale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement, structure porteuse du CNARE au nom du collectif coordinateur, www.cpie.fr

● Ses missions ?

Mobiliser les acteurs de l'environnement, appuyer les actions des DLA et C2RA sur ce secteur (outils méthodologiques, observation, analyse, évaluation) et impulser des partenariats nationaux.

● Quelques exemples d'actions et de productions :

Mobilisation des acteurs de l'environnement en Aquitaine, Bretagne, Basse-Normandie et Rhône-Alpes, création d'un dispositif d'évaluation et de valorisation de l'utilité sociale des structures environnementales, réalisation d'une étude argumentaire sur les partenariats entre associations et pouvoirs publics, réalisation de monographies sur la coopération entre territoires de projets et DLA, réalisation d'une étude sur l'emploi dans les associations environnementales, édition d'une brochure sur le mécénat des PME et PMI dans le secteur de l'environnement.